

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 novembre 2025

La musique adoucit les mœurs... en temps de guerre !

Joe Bonamassa - "Different Shades Of Blue" - Official Music Video

https://www.youtube.com/watch?v=Z3_GOk36JD0&t=14s

Joe Bonamassa - "Blues of Desperation" - Official Music Video

<https://www.youtube.com/watch?v=6JJMIY3Go9s>

B.B. King - The Thrill Is Gone [Crossroads 2010] (Official Live Video)

https://www.youtube.com/watch?v=SgXSomPE_FY

Album de Joe Bonamassa

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/bonamassa-free-album.zip

Alors plutôt dur ou plutôt mou ?

Une recette de cake au citron sur le Net. Avis d'internautes.

Plutôt mou.

- 1- Délicieux cake moelleux.
- 2- Très bonne recette, le gâteau est léger et super bon !
- 3- Le cake est moelleux fondant et pas du tout sec miam !

Plutôt dur.

- 1- Très dur. Dommage.
- 2- Il y a trop de farine, le gâteau a failli tuer mes convives.
- 3- Pour moi cette recette n'est pas assez aérée.

J-C – Mon blog ne suscite aucun commentaire de la part de mes lecteurs qui ne tiennent pas à se faire connaître, en revanche cette recette a fait l'objet de plus de 450 commentaires, je devrais peut-être me reconverter !

Plus sérieusement, l'immense majorité des internautes ont apprécié cette recette qu'ils ont souvent modifiée en fonction de leur goût personnel, c'est leur droit. Ils ont retenu l'essentiel et ils l'ont fait savoir, du coup je l'ai retenue et je la ferai, c'est si facile, rapide et pas cher. Et savoureux avec un thé vert au jasmin sans sucre.

En politique cela fonctionne à l'inverse, l'essentiel ne compte pas ou il est secondaire. Les militants ou les lecteurs ne retiennent que nos désaccords, ce qui nous divise ou fait polémique et nous réduit à l'impuissance, ce qui m'amène à penser qu'on ne poursuit pas vraiment les mêmes objectifs politiques ou pour le moins on n'est pas du tout sur la même longueur d'onde, construire le parti et préparer les conditions de la révolution socialiste...

Les internautes qui ont trouvé leur cake trop dur ou immangeable, n'ont pas dû respecter à la lettre la recette. Si leur gâteau était raté, c'était forcément parce que la recette était mauvaise ! Il y en a qui commette la gravissime erreur de le penser à propos du socialisme, à aucun moment ils ne se remettront en cause, ce qu'un esprit scientifique doit faire en permanence, sinon il est perdu.

Hommage et respect.

Bourvil - *"C'est injuste, je n'ai jamais fumé, ni bu, ma femme m'a toujours soigné avec une cuisine saine"*, avait-il déclaré à son ami, l'acteur Georges Beller, peu de temps avant de mourir.

J-C - Oui, la vie est imprévisible, injuste d'une certaine manière.

On en fait toute une histoire, parce qu'on ne peut pas faire autrement. Plein de gens meurent à tout âge depuis toujours de ce qu'on appelle de nos jours le cancer et bien d'autres maladies, sans qu'on sache vraiment pourquoi. Comme toute la matière, nous sommes composés d'éléments chimiques qui se côtoient ou se combinent, se transforment au gré des forces physiques auxquelles ils sont soumis ou qu'ils ont contribué à créer, ce qui échappe encore en grande partie à la connaissance.

Et il faut bien avouer, que tant qu'on est en bonne santé, on ne s'en soucie guère. On mange et boit n'importe quoi, on vit n'importe comment, en fait, ce n'est pas tout à fait exact, ce serait plutôt en fonction des conditions sociales qui nous sont imposées dès notre naissance et dont on n'a pas vraiment conscience. On se leurre sur nous-même. Partant de là, nous gérons notre santé à la manière de la roulette russe. Nous la malmenons ou nous la mettons en danger sans le savoir la plupart du temps, plutôt on en prendra conscience, et mieux cela vaudra pour retarder ou réduire les souffrances de la vieillesse. Il y a une explication à tout, qu'on la connaisse ou l'ignore.

Parole d'internaute.

1- La banalisation occidentale permanente du génocide israélien commis en toute impunité en Palestine atteste de notre déshumanisation intégrale. Une fois cette limite franchie, la barbarie

s'étant substituée à la conscience humaine, tout espoir est réduit à néant. Voilà bien où nous en sommes, à l'ère de l'autodestruction !

J-C - Le capitalisme pourrissant entraîne l'humanité dans son sillage... A nous de ne pas tomber dans ce piège et de nous en tenir à nos aspirations légitimes, au socialisme, sinon nous sommes perdus !

2- Un journaliste occidental demande à Poutine :

« Si vous êtes si puissants... pourquoi l'Ukraine existe encore ? »

Réponse cinglante de Poutine :

« Nous n'avons jamais voulu raser l'Ukraine. Nous voulons l'arracher à l'OTAN, sans détruire un peuple frère. L'Occident a transformé ce conflit en un champ d'expérimentation militaire. Ils fournissent armes, satellites et cibles.

Autrement dit, la Russie ne se bat pas contre l'Ukraine, mais contre tout le système militaire occidental. »

La guerre, c'est la paix. Quand les faits contredisent le récit officiel.

Lu.

On nous répète que *«la Russie allait trahir»*, que *«l'Occident n'a rien vu venir»*, que *«la France est menacée»* et que *«l'Europe doit se préparer»*. Mais dès qu'on rassemble les faits – les vrais – un tableau très différent apparaît : la paix de 2022 existait, un texte était prêt, il a été torpillé par Londres, Washington et Paris, puis maquillé sous un récit de fatalité historique. Aujourd'hui, les mêmes responsables agitent une menace russe totalement imaginaire pour préparer une opinion publique réticente à l'idée de sacrifices qu'eux-mêmes n'assumeront jamais. La diplomatie russe, elle, a rappelé calmement qu'elle n'a jamais eu la moindre intention d'attaquer la France, ce qui a mis à nu la dramaturgie de nos dirigeants. Il est temps de raconter ce qui s'est réellement passé.

La paix de 2022 existait, un texte était prêt, et il reposait sur la seule condition que Moscou a toujours jugée absolument non négociable : la neutralité de l'Ukraine et la fin définitive de l'expansion de l'OTAN vers les frontières russes. C'est précisément cette condition, centrale, incontournable, que Londres, Washington et Paris ont refusée et qu'ils refusent encore aujourd'hui.

Le résultat est que cet accord a été saboté, la guerre a été prolongée, et maintenant, pour maquiller ce désastre, on tente de convaincre les peuples européens que la Russie pourrait attaquer Paris, Berlin ou Varsovie demain matin, en passant par la Suisse. Et tout cela alors même que la diplomatie russe répète, calme comme un métronome, qu'elle n'a jamais eu la moindre intention d'attaquer un pays de l'OTAN. Les faits sont têtus : la menace est un récit politique, pas une réalité stratégique. Lorsque l'on revient à la chronologie, celle qui est interdite d'antenne, tout devient limpide.

Décembre 2021 :

La Russie soumet aux États-Unis et à l'OTAN un projet de traité de sécurité. Le cœur de ce texte, c'est la ligne rouge connue depuis vingt ans : pas d'Ukraine dans l'OTAN, pas de nouvelles avancées de l'OTAN vers la Russie, et un mécanisme de désescalade militaire. Rien de nouveau : c'est la même position que Moscou défend depuis Munich 2007. Jens Stoltenberg l'a résumé sans fard le 7 septembre 2023 : *«La Russie voulait un accord qui mette fin à tout nouvel élargissement de l'OTAN. Nous avons dit non»*.

Voilà la vérité brute : l'Occident a refusé la paix AVANT la guerre.

Puis arrive Istanbul, avril 2022 :

Un accord est rédigé, paraphé, validé par les deux délégations. Tous les témoins le confirment : Oleksandr Chalyi, David Arakhamia, même des sources du *Financial Times*. La base de l'accord ? Toujours la même : neutralité de l'Ukraine, garanties internationales, retrait progressif des forces et reconnaissance que l'Ukraine ne deviendra pas un État membre de l'OTAN.

Contrairement à ce qui a été prétendu ensuite, Bucha n'a pas stoppé les négociations :

«Bucha a été instrumentalisé après coup ; les négociateurs ukrainiens eux-mêmes (Arakhamia 2023, Chalyi 2024) ont confirmé que ce n'était pas la raison principale de l'arrêt des pourparlers». C'est à ce moment précis que Londres intervient. Selon *Ukrainska Pravda* (5 mai 2022), Boris Johnson dit alors à Zelensky : *«Même si l'Ukraine est prête à signer certains accords avec la Russie, les partenaires occidentaux ne le sont pas, et Poutine doit être mis sous pression, pas négocié»*. Fin de l'histoire : La condition russe fondamentale est rejetée, l'accord est enterré, la guerre doit continuer.

Depuis trois ans, l'Occident rejoue le même schéma : refuser la neutralité ukrainienne, encourager l'adhésion future à l'OTAN, exiger une *«victoire totale»*, tout en sachant parfaitement qu'aucune de ces conditions n'était atteignable dans le monde réel. Et c'est précisément pour cette raison que l'Europe a accueilli avec panique le plan de paix américain de 2025, car le plan Trump, déjà en circulation dans les chancelleries, repose encore une fois sur la seule architecture réaliste : Non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, gel du front, garanties bilatérales de sécurité, fin de l'escalade, réouverture graduelle des relations énergétiques.

Voici les passages exacts de la fuite des *«28 points»* américains (*Politico Europe / Newsweek*, octobre 2025) : Point 4 : *«L'Ukraine s'engage à une neutralité permanente et à ne jamais rejoindre l'OTAN»*. Point 12 : *«Gel des lignes de front au 1er décembre 2025 ; les territoires sous contrôle russe à cette date restent sous administration russe pour une période transitoire de 30 ans»*.

En clair : Trump propose en 2025 exactement ce que l'Europe a refusé en 2022... et qu'elle refuse encore aujourd'hui.

Alors évidemment, Bruxelles contre-attaque avec une contre-proposition visant à contourner le gel de l'expansion de l'OTAN. Car si ce gel est acté, tout le narratif occidental s'effondre : la guerre devient inutile, les morts deviennent injustifiables, et la responsabilité politique revient à ceux qui ont refusé cette même clause en 2021 et en 2022.

Voilà pourquoi l'Europe *«fout la merde»* dans le processus de paix : l'UE ne veut pas d'une paix réaliste, elle veut une paix idéologique, et comme cette paix n'existe pas, elle préfère la guerre. (Elle veut surtout une paix sociale dans ses frontières, ce n'est pas la même chose. – J-C)

Macron, quant à lui, sent le vent tourner alors il tente de réécrire l'histoire : «*La Russie allait trahir Istanbul*». Une phrase absurde. La diplomatie russe l'a pulvérisée le 13 novembre 2025 par la voix de Maria Zakharova : «*La Fédération de Russie n'a jamais eu, n'a pas et n'aura jamais l'intention d'attaquer la France ou tout autre pays de l'OTAN*».

Toute la mise en scène macroniste s'est effondrée en une seconde, sauf sur LCI, BFMTV et tous les médias mainstream.

Quant à l'armée française, elle n'y croit pas davantage, et même s'ils doivent rester discrets et faire preuve de réserve : les bruits de couloirs s'amplifient démontrant que les états-majors refusent d'être sacrifiés pour compenser les erreurs politiques de 2022. Le surnom «*Général Soja*», né dans les rangs de l'armée, est un signe de rupture interne. (Quelles «*erreurs politiques*», cette concession au récit officiel est inacceptable. – J-C)

Il reste Trump, et s'il impose un accord reposant sur la neutralité de l'Ukraine, tout le château narratif européen explose. Cela révélera l'impensable : La guerre n'était pas inévitable, la paix était à portée de main et l'Occident l'a détruite délibérément. (Normal, il l'a fomenté ! – J-C)

Et ce n'est pas tout :

Selon des fuites publiées par le *Washington Post* en octobre 2023, le Pentagone et la CIA estimaient dès juillet 2022 que l'Ukraine ne pourrait jamais reprendre le contrôle de plus de 50% des territoires occupés. Tout le matériel militaire qui a été envoyé depuis février 2022, et qui a été détruit intégralement, n'a fait que retarder l'inévitable en vidant l'arsenal de l'Union européenne.

Aujourd'hui, cette Union européenne ne peut évidemment pas admettre l'évidence : l'Ukraine a perdu la guerre alors que ce désastre était prévisible depuis deux ans et demi pour quiconque savait lire un tableau logistique ou un rapport démographique. Mais reconnaître cette vérité, ce serait admettre l'indicible : des centaines de milliers de jeunes Ukrainiens ont été envoyés à la mort pour sauver un récit politique. (Mais aussi ou surtout pour sauver le capitalisme en crise. – J-C)

Il faudrait aussi expliquer comment des centaines de milliards d'euros ont été siphonnés dans les budgets européens, mettant en difficulté les hôpitaux, infrastructures, PME, retraites, etc. pour financer une guerre perdue d'avance. Tout cela alors que nos dirigeants savaient parfaitement que chaque euro ne faisait que prolonger l'agonie.

Voilà pourquoi Bruxelles ne peut pas dire la vérité, parce que la vérité la condamne. Parce qu'elle obligerait à reconnaître qu'on a sacrifié un pays entier pour préserver le prestige de l'OTAN, qu'on a menti aux peuples européens pour justifier un pillage budgétaire inouï et qu'on a transformé l'Ukraine en champ d'expérimentation géopolitique, exactement comme on a transformé l'Irak ou la Libye en «*projets démocratiques*». (Comparaison plutôt mal avisée. – J-C)

Alors oui, l'UE s'accroche au mensonge, car si la vérité sort un jour, il faudra expliquer pourquoi tant de morts, tant d'argent et tant d'années ont été jetés dans un incinérateur géopolitique, alors que la fin était écrite dès le premier mois du conflit. (Avant même le premier jour, c'est plus précis. – J-C)

Les peuples européens, eux, n'ont jamais été consultés. Mais ils paient, et paieront encore longtemps, la facture.

Le prix de la paix sociale... Et les affaires sont les affaires.

La Grèce et l'Italie sont les seuls pays où le revenu des ménages a baissé au cours des 20 dernières années - Euronews 26 novembre 2025

Le revenu par habitant de l'UE a augmenté régulièrement entre 2004 et 2008, a stagné entre 2008 et 2011 en raison de la crise financière mondiale et a diminué en 2012 et 2013.

Depuis 2013, le revenu a continué à augmenter régulièrement jusqu'en 2020, année où il a diminué en raison de la pandémie mondiale de COVID-19. L'année 2021 a été marquée par une reprise, mais le revenu a augmenté lentement en 2022 et 2023.

Les premières données pour 2024 montrent une accélération de la croissance des revenus.

Si l'on considère les pays de l'UE, c'est en Roumanie que le revenu réel des ménages par habitant a le plus augmenté entre 2004 et 2024 (134 %), suivie de la Lituanie (95 %), de la Pologne (91 %) et de Malte (90 %).

La Grèce et l'Italie sont les seuls pays où le revenu des ménages par habitant a diminué au cours des 20 dernières années (-5 % et -4 % respectivement), tandis que les augmentations les plus faibles ont été observées en Espagne (11 %), en Autriche (14 %), en Belgique (15 %) et au Luxembourg (17 %). La France se situe à 20%. Euronews 26 novembre 2025

En complément.

L'Union européenne continue à exporter des pesticides interdits sur son territoire vers l'Afrique - RFI 26 novembre 2025

L'enquête des organisations Public Eye et Unearthed s'appuie sur la consultation de centaines de notifications d'exportation, un document obligatoire à remplir par les entreprises européennes qui exportent des produits chimiques interdits dans l'Union.

Non seulement les pays européens continuent à produire et à vendre à l'étranger leurs pesticides dangereux, mais pire, le volume de ces exportations a plus que doublé en cinq ans, pour atteindre les 122 000 tonnes en 2024. Les principaux exportateurs sont l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne et les pays africains les plus consommateurs sont le Maroc, l'Afrique du Sud, suivis de près par le Kenya qui importe près de 500 tonnes de ces produits chaque année.

Deux pesticides utilisés

Le pays d'Afrique de l'Est achète notamment de l'Imidacloprid et de l'Iprodione, deux pesticides utilisés dans les plantations de haricots verts, de café ou de coton. « *Ces produits peuvent être dangereux, mais pas si l'on porte des vêtements de protection* », explique dans les colonnes du journal The Nation, Fredrick Muchiri, patron du Bureau pour le contrôle des pesticides. Une étude kényane de 2020 estime toutefois que seul un agriculteur sur six est ainsi équipé. RFI 26 novembre 2025

France

Le PS ou la voix de la réaction sur toute la ligne. Et le NFP ?

François Hollande favorable à un service militaire volontaire pour "encourager" l'engagement dans la réserve - BFMTV 26 novembre 2025

Article 49.3 : Pourquoi François Hollande considère qu'il ne faut pas s'en « priver pour toujours » - 20 Minute/AFP 26 novembre 2025

Collaboration de classes ou "deal" en famille.

Rejet du budget : le Premier ministre Lecornu invoque la «responsabilité» des oppositions - RT 25 nov. 2025

Contraint de constater les limites de sa stratégie parlementaire ouverte, face à un texte amendé de manière incohérente, il mise désormais sur le sens de l'intérêt général des partis.

Du côté des socialistes, l'idée d'un accord global avec le bloc central émerge, malgré les réticences initiales. « *Il faut un "deal" entre macronistes, socialistes, écologistes et communistes* », avance le député PS Laurent Baumel, rejetant toutefois le terme de coalition et se félicitant « *d'appartenir à un groupe qui ne pratique pas le tout ou rien et qui accepte la négociation et la recherche des compromis* ».

Yannick Jadot, sénateur écologiste, plaide pour des négociations en amont sur les équilibres budgétaires, les recettes et les économies.

Quand même les chiottes deviennent des « éléments de confort ».

J-C – Affirmer qu'au gouvernement ils auraient un état d'esprit moyenâgeux serait encore un compliment !

Non mais sans blague, il est normal que les pays développés aient accès à ce bien-être, et que les pays sous-développés n'y aient pas le droit.

S'ils ne savent plus quoi inventer pour taxer la population, on retiendra qu'avec 32 millions de propriétaires, la majorité des Français dispose d'un patrimoine immobilier, ainsi le régime antidémocratique dispose d'une base sociale qui lui assure une certaine stabilité politique, ou on est loin du peuple révolutionnaire, ceci explique cela.

Quand j'expliquais que le peuple s'était embourgeoisé, je passais pour un réac ou un révisionniste auprès de nombreux militants qui refusaient de regarder la réalité en face, et pour cause ils en faisaient partie ou ils ne pouvaient pas admettre que par voie de conséquence, cela concernait aussi le mouvement ouvrier. Et à quoi cela a-t-il abouti ? A leur décomposition ou à un bilan politique nul, chacun peut le constater.

Pression fiscale en France : face au tollé, Sébastien Lecornu suspend la hausse surprise de la taxe foncière - RT 26 nov. 2025

« Doit-on considérer que l'on est riche en France quand on dispose de l'accès à l'eau courante, du chauffage, d'un lavabo voire d'une baignoire ? »

Le 18 novembre, *Le Parisien* révélait que Bercy avait décidé de réévaluer d'office les caractéristiques de confort, qui entrent dans le calcul des valeurs locatives cadastrales, pour 7,4 millions de logements à l'occasion de la prochaine campagne de paiement de cet impôt qui concerne 32 millions de propriétaires. Ces éléments de confort, qui augmentent la surface théorique du bien – et donc mécaniquement le montant de la taxe foncière – vont du raccordement à l'électricité et au chauffage, pour deux mètres carrés supplémentaires chacun, en passant par la baignoire ou le vide-ordure, qui ajoutent respectivement cinq et trois mètres carrés, selon une nomenclature qui remonte aux années 70 et qui se basait sur les déclarations des propriétaires (à la suite de travaux ou de leur acquisition du bien).

En somme, Bercy a décidé de considérer que – de base – tout logement en France jouissait aujourd'hui de ces « *éléments de confort* », à charge des propriétaires, le cas échéant, de démontrer le contraire à l'administration fiscale. Cette mesure « *qui aurait été décidée dès l'été dernier* », rapportait *Les Échos*, et présentée par l'entourage de la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin comme « *une simple mise en conformité, une mise à jour pour que l'impôt soit payé comme il se doit par les propriétaires* », avait provoqué un tollé dans l'ensemble de la classe politique française.

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Gaza: la Défense civile fait état de trois morts dans des frappes israéliennes - BFMTV 24 novembre 2025

Érotisme, espionnage, chantage et banque : l'axe Epstein/banque Rothschild/cyberarmement d'Israël - Réseau Voltaire 24 novembre 2025

L'affaire Epstein n'est pas ce que l'on croit. Certes, on savait que l'homme d'affaire avait créé un réseau de prostitution pédophile et qu'il exerçait du chantage sur ses riches clients au profit de ses amis israéliens. Des documents, publiés par Drop Site News, attestent qu'il entretenait des relations politiques avec l'ancien Premier ministre israélien, le général Ehud Barack. Celui-ci manœuvrait le réseau Epstein pour vendre des cyber-armes israéliennes. Derrière l'affaire de mœurs, une affaire, politique cette fois, secoue de nombreux pays de la Mongolie à la Côte d'Ivoire, en passant par la Russie.

Par Alfredo Jalife-Rahme

La fétide "*affaire Epstein*" s'est avérée relever de l'irruption au plus haut niveau de la cyberstratégie.

Le cas du pédophile khazar Jeffrey Epstein représente le noyau opérationnel d'une véritable politique de la plus grande létalité, nouvelle incarnation de la triade éternelle du pouvoir intégral : sexe/argent/pouvoir.

Le site Dropsitenews.com [1] — basé à Washington, fondé par d'anciens collaborateurs de l'Intercept qui expose les abus de pouvoir et la désinformation — suite à l'exhumation partielle de nouveaux documents du House Oversight Committee des États-Unis, relie des points qui semblaient incohérents et impensables de Jeffrey Epstein avec ses coreligionnaires banquiers Rothschild, les fréquentes et bien connues visites de l'ancien Premier ministre et ancien ministre de la défense israélien, le lituanien ashkenazi Ehud Barak (EB), et « l'industrie des cyber-armes israéliennes » — lire mon article : « *Quiconque possède un téléphone portable, des médicaments et des aliments possède un « morceau d'Israël », dixit Netanyahu* » [2] -.

J'ai laissé de côté la façon dont se sont connectés Jeffrey Epstein, le Khazar polonais Leon Black d'Apollo Global Management, la Salvadorienne-allemande Ariane de Rothschild (veuve du banquier Benjamin de Rothschild) et la Khazare Cynthia Fanny Renée Tobiano Rozenblum (vice-directrice du groupe Edmond de Rothschild), pour me concentrer sur les portes tournantes de l'axe érotisme/espionnage/chantage/banque mondialiste/cyberarmes.

Le « *mouchard à but non lucratif* » Distributed Denial of Secrets [3] a dévoilé les négociations financières entre Epstein et Rothschild pour collecter des fonds pour le développement des cyberarmes israéliennes par l'ex-ministre de la Défense israélienne Ehud Barak, et son élève Pavel Gurvich, « *Diplômé de l'unité 81, unité technologique secrète de l'armée israélienne* ». Je passe également sous silence les liens crapuleux d'Epstein avec la khazar Kathryn Ruemmler, conseillère juridique d'Obama, qui a été le pionnier des « *cyberarmes* », avec en particulier, le ver Stuxnet [4] qui a saboté la centrale nucléaire de Natanz en Iran, dans le cadre du schéma « *Jeux olympiques* ».

Il n'était pas anormal que Kathryn Ruemmler soit ensuite passée au service de la banque d'origine israélienne Goldman Sachs. Il n'est pas gratuit non plus que les mégabanes mondialistes JP Morgan et Deutsche Bank aient été mises en évidence dans leurs liens méta-financiers avec Epstein. Les entreprises holistiques lucratives d'Epstein nécessitaient la gestion de grandes banques lubrifiantes comme JP Morgan/Goldman Sachs/Deutsche Bank/Rothschild...

Il existe une littérature accablante sur les liens du Mossad avec Epstein et sa concubine Ghislaine Maxwell (fille de Robert Maxwell, qui a mystérieusement disparu en haute mer ; voir, sur Robert Maxwell, le super espion d'Israël : La vie et l'assassinat d'un magnat des médias [5]).

Le portail iranien PressTV titre que « *Jeffrey Epstein a utilisé l'empire de la banque Rothschild pour financer l'industrie des cyber-armes d'Israël* » [6].

Il s'ensuit que la partie pédophilie et trafic sexuel constituaient le leurre pour attirer la plus haute classe politique des États-Unis (l'ancien directeur de la CIA William Burns, le polémique homme d'affaires Bill Gates, des anciens présidents, etc.) et même la royauté de Grande-Bretagne (tel l'ancien prince Andrew), où les instruments cyberoffensifs « *y compris le réseau de surveillance Tor, le logiciel de piratage informatique pour téléphones mobiles à la NSO-style et les technologies d'exploitation des routeurs* ».

Le jumelage de la Southern Trust Company d'Epstein et du Reporty Homeland Security (maintenant Carbyne) d'Ehud Barak a bénéficié du soutien financier de la banque mondialiste, en particulier de la banque Rothschild.

L'engagement du pédophile Jeffrey Epstein avec le « *Grand Israël* » est allé jusqu'à opérer le premier sommet de cyberguerre d'Israël lors de la conférence Herzliya de 2014 [7] ; parrainée par la Fondation (sic) Rothschild Caesarea et a pu compter avec la participation notable de l'ancien premier ministre khazar et ancien ministre général de la Défense Ehud Barak.

Le fond de l'affaire Epstein : la cybermilitarisation mondialiste de la pédophilie.

Notes.

[1] « Jeffrey Epstein Pursued Swiss Rothschild Bank to Finance Israeli Cyberweapons Empire », Ryan Grim & Murtaza Hussain, Substack, November 18, 2025.

[2] « Netanyahu : "Quiconque possède un téléphone portable, des médicaments et des aliments possède un morceau d'Israël" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 16 novembre 2025.

[3] « Ehud Barak emails », Distributed Denial of Secrets, August 27, 2025.

[4] « De los multimedia a la Internet : el control de Estados Unidos/Israel »] Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 19 de agosto de 2012.

[5] Robert Maxwell, Israel's Superspy : The Life and Murder of a Media Mogul Gordon Thomas & Martin Dillon, Grand Central Publishing (2003).

[6] « Jeffrey Epstein used Rothschild banking empire to finance Israeli cyberweapons industry », PressTV, November 19, 2025.

[7] « The 14th Herzliya Conference 2014 », Reichman University, June 8-11, 2014.

Syrie.

L'autre massacre continu cautionné par Trump et Macron.

En Syrie, "c'est la punition collective contre les alaouites" - France 24 26 novembre 2025

<https://fr.news.yahoo.com/syrie-cest-punition-collective-contre-062550062.html>

Russie.

EXCLUSIF. Sergueï LAVROV. Grande interview. - Dialogue franco-russe

<https://www.youtube.com/watch?v=aLgBha0qxco>

L'interview a été enregistrée le 21 novembre 2025 à Moscou.

J-C – Vous ne perdrez pas votre temps en l'écoutant.

Ukraine.

« Si vous devez faire quelque chose 19 fois, c'est que vous avez échoué » : le ministre américain des Finances critique les sanctions de l'UE contre la Russie 24 nov. 2022

« À mon avis, si vous devez faire quelque chose 19 fois, c'est que vous avez échoué. » C'est par cette formule directe que Scott Bessent, ministre américain des Finances, a résumé l'échec de la politique européenne de sanctions contre la Russie. Dans un entretien, le 23 novembre, il a fustigé l'Union européenne pour son entêtement à multiplier les paquets de sanctions... sans obtenir aucun résultat concret.

Bruxelles a en effet adopté en octobre un 19^e train de mesures punitives, visant notamment les banques russes, les entreprises chinoises et indiennes, le secteur du gaz naturel liquéfié, ainsi que les diplomates russes. Mais pour Bessent, ces efforts sont non seulement inefficaces, mais également autodestructeurs. Il dénonce le fait que l'Europe achète du carburant raffiné en Inde à partir de pétrole brut russe. « Ils financent la guerre contre eux-mêmes », a-t-il déclaré.

Cette critique ne vient pas de Moscou, mais du cœur même du gouvernement américain, ce qui renforce encore le constat. Tandis que l'Union européenne continue d'annoncer de nouveaux paquets, les divisions internes se creusent, et les effets réels sur l'économie russe restent limités.

La Russie continue cependant de faire preuve de résilience. Moscou rappelle régulièrement que les sanctions occidentales sont illégales et que l'économie russe a développé une véritable « immunité ». Malgré les restrictions, le pays maintient sa stabilité.

Au sein même de l'UE, les critiques deviennent plus audibles. Le ministre hongrois Péter Szijjarto a appelé à lever les sanctions pour relancer l'économie européenne. Le vice-président américain J.D. Vance a, lui aussi, dénoncé l'approche de Bruxelles, qu'il juge illusoire : « Il y a une illusion selon laquelle plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions mèneront à la victoire. »

En complément.

La Finlande poursuit la construction de sa clôture à la frontière avec la Russie - euronews 26 novembre 2025

Guerre en Ukraine : "L'Europe doit maintenir la pression sur la Russie", assure Ursula von der Leyen - Euronews 26 novembre 2025

Ouchakov : les propositions européennes pour la paix en Ukraine sont jugées non constructives et inadaptées aux intérêts russes 24 nov. 2025

Le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, a confirmé le 24 novembre, que Moscou avait pris connaissance du projet de plan de paix proposé par les États-Unis dans le cadre du règlement du conflit en Ukraine. Ce document, issu des échanges entre Washington et Kiev à Genève la veille, comprend 28 points, dont plusieurs sont considérés par la Russie comme « tout à fait acceptables », bien qu'ils nécessitent, selon ses mots, « une discussion et une étude très détaillées ».

Ouchakov a toutefois précisé qu'aucune négociation directe n'avait encore été engagée avec la partie américaine : « *Cette question n'a pas encore été discutée avec nous* », a-t-il déclaré. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a qualifié la rencontre de Genève de la « *plus productive depuis le début du conflit* ». Il a évoqué des ajustements possibles, évoquant tour à tour 26 ou 28 dispositions à discuter.

À l'opposé, les propositions européennes, révélées le même jour par plusieurs médias occidentaux, ont été fermement rejetées par la Russie. Dès leur prise de connaissance, Ouchakov a qualifié ce projet de l'Union européenne de « *totalement non constructif* » et « *inadéquat pour la Russie* ». Moscou estime que ces propositions ignorent les réalités sur le terrain et ne tiennent pas compte des intérêts russes.

Ce contre-projet, soutenu par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, prévoit l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, le stationnement de troupes de l'Alliance sur son territoire, et une armée ukrainienne forte de 800 000 hommes « *en temps de paix* ». En échange, il est simplement proposé à la Russie de « *reprendre les discussions sur la sécurité* ». Pour le Kremlin, ces suggestions ne peuvent en aucun cas servir de base sérieuse à un processus de paix et sont perçues comme provocatrices.

Dans ce contexte marqué par de nombreuses spéculations, Iouri Ouchakov a appelé à la prudence. « *Nous croyons uniquement ce que nous voyons et ce qui nous est transmis par les canaux appropriés* », a-t-il déclaré, rappelant la nécessité d'une communication claire et officielle.

Moscou n'a pas encore reçu de version définitive du plan américain, y compris celle évoquée à Genève. Malgré cela, la Russie ne ferme pas la porte : Ouchakov a souligné que « *la majorité des propositions sont acceptables* » si elles sont clarifiées et ajustées dans le cadre d'un dialogue sérieux. Le Kremlin estime que le projet américain pourrait évoluer, en tenant compte des positions de Moscou, de Washington, de Kiev et, dans une moindre mesure, de certaines capitales européennes.

Ouchakov a réaffirmé la disponibilité de la Russie à entamer des pourparlers directs avec les États-Unis. Pour Moscou, l'avenir des négociations dépendra de la capacité des Occidentaux à présenter un plan de paix réaliste, équilibré et respectueux des intérêts stratégiques russes.

Coups tordus et peaux de bananes. Rumeurs et délation.

Lu.

Il semble que Keith Kellogg, l'envoyé spécial de Trump en Ukraine, ait été licencié pour avoir divulgué des informations sur le « *plan de paix* » en 28 points.

« *L'envoyé de Trump, Steve Witkoff, dirige la rédaction du plan et en a longuement discuté avec l'envoyé russe Kirill Dmitriev* », a déclaré un responsable américain.

Le jeudi 20 novembre, le *New York Post* :

"Le commentaire [de Marco Rubio] est intervenu après qu'Axios a annoncé mardi qu'un accord avait été conclu, citant l'homme de main de Poutine, Kirill Dmitriev, qui a affirmé avoir travaillé sur le plan avec Witkoff.

De hauts responsables américains pensent que Dmitriev a divulgué le plan à Axios comme moyen de faire passer «leur point de vue en premier [parce que] il apparaît qu'ils en sont les gagnants», a déclaré l'un des responsables."

Witkoff semblait avoir supposé la même chose dans un message rapidement supprimé à X en réponse à l'article mardi soir.

«Il a dû l'avoir obtenu de K», a écrit Witkoff à propos de l'auteur d'Axios, Barak Ravid, voulant apparemment l'envoyer en tant que message, se référant à Dmitriev par sa première initiale».

Un autre «K», intimement impliqué dans tout ce qui concerne Kiev est le général Keith Kellogg. Lorsque la fuite s'est produite, il était toujours l'envoyé spécial de Trump à Kiev et aura eu connaissance du plan.

Au lendemain de la fuite à Axios, Kellogg a été licencié. Comme Reuters l'a rapporté mercredi :

«Exclusif : L'envoyé ukrainien de Trump, Kellogg, quittera son poste en janvier, selon des sources (...) Son départ sera une mauvaise nouvelle à Kiev. Le lieutenant général à la retraite était largement considéré par les diplomates européens, Ukrainiens inclus, comme une oreille bienveillante au sein d'une administration qui s'est parfois intéressé au point de vue de Moscou sur les origines de la guerre en Ukraine».

The Hill a rapporté vendredi :

«L'envoyé spécial de Trump pour l'Ukraine va quitter son poste

L'envoyé spécial du président Trump pour l'Ukraine, Keith Kellogg, quittera ses fonctions en janvier, a confirmé jeudi la Maison-Blanche à The Hill, alors que le président a renouvelé ses efforts pour mettre fin à la guerre de la Russie contre Kiev.

La Maison-Blanche n'a fourni aucun autre détail sur les raisons du départ de Kellogg, dont le rôle et l'influence dans l'administration Trump ont suscité des réactions mitigées. (...) Dans sa position, Kellogg était considéré comme un défenseur de Kiev dans une administration plus proche de la position de négociation du Kremlin».

Si janvier est la date de fin, pourquoi le remplaçant de Kellogg a-t-il déjà été nommé vendredi ?

Kellogg aurait divulgué le plan. Witkoff s'en est plaint à Trump (ou à Vance). Kellogg a été viré avec effet immédiat. Son remplaçant est déjà là. Les affirmations anonymes selon lesquelles Kellogg part pour d'autres raisons (faites par Kellogg lui-même ?), sont fausses et faite pour obscurcir l'affaire.

Vrais faux négociateurs, on nage en plein poker menteur ! « Blah, blah, blah. »

Lu.

En d'autres termes, beaucoup de choses restent ambiguës, vagues ou imprécises. Un tel plan serait bien sûr, dans l'ensemble, inacceptable pour Moscou (même si celle-ci ne le désavouera peut-être pas catégoriquement). Malgré tout, ce plan a suscité la colère et une vive opposition en Europe. *The Economist* (reflétant le point de vue de l'establishment) qualifie ce document de «*terrible proposition américano-russe... qui coche bon nombre des exigences maximalistes [de la Russie] et en ajoute quelques autres*».

Les Européens et les Britanniques veulent purement et simplement la capitulation de la Russie.

Le point important ici, que Moscou souligne clairement, est que Kirill Dmitriev – l'interlocuteur de Steve Witkoff dans la rédaction – ne représente ni le président Poutine, ni la Russie. Il n'a aucun mandat officiel.

Le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov, déclare laconiquement :

«Il n'y a pas de consultations officielles entre la Russie et les États-Unis sur le règlement en Ukraine, mais des contacts existent.» Maria Zakharova a déclaré que *«le ministère russe des Affaires étrangères n'a reçu aucune information officielle des États-Unis concernant les prétendus «accords» sur l'Ukraine que les médias diffusent avec enthousiasme»*.

«La position de Moscou est que la Russie n'est ouverte au dialogue que dans les «limites de ses principes déclarés», et les États-Unis n'ont, à ce jour, proposé aucune offre officielle pouvant servir de point de départ».

Que se passe-t-il donc ? Deux «*non-envoyés*» sans expérience politique ont eu des conversations et, à partir de ces discussions, ont élaboré des propositions apparemment spéculatives. On ne sait même pas si Dmitriev avait reçu l'accord pour ses discussions avec Witkoff aux États-Unis en octobre, ou s'il agissait de sa propre initiative. Le ministère russe des Affaires étrangères nie avoir connaissance du contenu de ces discussions approfondies. Il serait extraordinaire que Dmitriev n'ait informé personne à Moscou.

Quoi qu'il en soit, le président Poutine a répondu à la vague d'articles circulant dans les médias occidentaux (basés sur des fuites à Axios apparemment provenant de Dmitriev) :

Vêtu d'un uniforme militaire, Poutine s'est rendu au poste de commandement du groupe de combat Ouest sur la ligne de front, où il a simplement déclaré que le peuple russe «attend et a besoin» des résultats de l'opération militaire spéciale (OMS) : *«La réalisation inconditionnelle des objectifs de l'OMS est le principal objectif de la Russie»*, a-t-il déclaré.

La réponse de Poutine aux États-Unis est donc claire.

Il semble donc que ce document de discussion rédigé du point de vue américain ait été conçu comme un exercice classique d'«*appâtage*». Le secrétaire Rubio a répété à plusieurs reprises qu'il ne savait pas *«si la Russie était sérieuse au sujet de la paix ou non»*:

«Nous testons pour voir si les Russes sont intéressés par la paix. Ce sont leurs actions – et non leurs paroles – qui détermineront s'ils sont sérieux ou non, et nous avons l'intention de le découvrir le plus tôt possible... Il y a des signes prometteurs, mais aussi des signes inquiétants».

Les propositions ont donc probablement été conçues pour tester la Russie. Elles «testent» par exemple la Russie dans plusieurs domaines :

«Il est prévu [...] que l'OTAN ne s'étendra pas davantage, sur la base d'un dialogue entre la Russie et l'OTAN, mais sous la médiation des États-Unis ; l'Ukraine recevra des «garanties de sécurité fiables» [non définies] ; la taille des forces armées ukrainiennes sera «limitée» [sic] à seulement 600 000 hommes ; les États-Unis seront indemnisés pour ces garanties ; si la Russie envahit l'Ukraine, [alors] en plus d'une réponse militaire coordonnée décisive, toutes les sanctions mondiales seront rétablies, la reconnaissance des nouveaux territoires et tous les autres avantages seront révoqués ; les États-Unis coopéreront avec l'Ukraine pour la reconstruction conjointe... et l'exploitation des infrastructures gazières ukrainiennes, notamment les gazoducs et les installations de stockage».

«La levée des sanctions [contre la Russie] sera discutée et convenue progressivement et au cas par cas».

«100 milliards de dollars d'actifs russes gelés seront investis dans les efforts de reconstruction et d'investissement menés par les États-Unis en Ukraine. Les États-Unis recevront 50% des bénéfices de cette entreprise ; La Russie inscrira dans sa législation une politique de non-agression envers l'Europe» [sans toutefois mentionner aucune réciprocité de la part de l'Europe].

«La Crimée, Lougansk et Donetsk seront reconnues de facto comme russes ; Kherson et Zaporijia seront gelées le long de la ligne de contact, ce qui signifiera une reconnaissance de facto le long de la ligne de contact ; la Russie renonce aux autres territoires annexés».

Ce paragraphe équivaut en fait à un cessez-le-feu – et non à un accord de paix – la reconnaissance n'étant que de facto (et non de jure) :

«Cet accord sera juridiquement contraignant. Sa mise en œuvre sera contrôlée et garantie par un Conseil de paix présidé par le président Trump».

«Une fois accepté, le cessez-le-feu entrera en vigueur».

Cet ensemble de propositions a peu de chances d'être accepté par les Européens, la Russie ou même Zelensky. Son objectif est d'imposer un tout nouveau point de départ à toute négociation. Toutes les concessions russes stipulées dans le texte seront «*empochées*» par les États-Unis, tandis que les «*principes déclarés*» de la Russie seront remis en cause. Les pressions sur la Russie s'intensifieront.

En fait, l'escalade a déjà commencé. Coïncidant avec la publication des propositions, quatre missiles ATACMS à longue portée fournis par les États-Unis et ciblés ont été tirés profondément dans le territoire russe d'avant 2014 à Voronej, où se trouvent les radars stratégiques transhorizon de la Russie. Tous ont été abattus, et les missiles russes Iksander ont immédiatement détruit les plates-formes de lancement et tué les 10 opérateurs de lancement.

Le secrétaire au Trésor Scott Bessent a menacé d'imposer encore plus de sanctions à la Russie, et Trump a indiqué qu'il était d'accord avec la proposition du sénateur Lindsay Graham d'imposer des

sanctions de 500% à ceux qui commercent avec la Russie, à condition qu'il ait, lui, Trump, toute latitude pour décider du nouveau train de sanctions.

L'objectif global de ces propositions est clairement de coincer Poutine et de le pousser à renoncer à ses principes fondamentaux, tels que son insistance à éliminer les causes profondes du conflit, et non seulement ses symptômes. Ce document ne fait aucune allusion à la reconnaissance des causes profondes [l'expansion de l'OTAN et les emplacements de missiles], au-delà de la vague promesse d'un «*dialogue [qui] sera mené entre la Russie et l'OTAN, avec la médiation des États-Unis, afin de résoudre toutes les questions de sécurité et de créer les conditions d'une désescalade, garantissant ainsi la sécurité mondiale et augmentant les possibilités de coopération et de développement économique futur*».

Blah, blah, blah.

Il semble que l'escalade soit inévitable.

Sacrifier Zelensky : la chute programmée d'une marionnette pour «blanchir» les Globalistes

L'ingénierie utilisée en son temps pour discréditer Porochenko est réemployée aujourd'hui contre Zelensky. N'ayons aucun doute, elle est mise en œuvre par les mêmes forces. Nous avons ainsi vu ressurgir des toilettes en or, des malles d'argent liquide, le tout accompagné par un scandale de corruption touchant des proches de Zelensky, dont évidemment, il ne pouvait pas ne pas être au courant et dont il devait avoir personnellement bénéficié.

Si les médias russes en font, en toute logique, des gorges chaudes, les médias occidentaux – dont l'indépendance, ne peut jamais, ô grand jamais, être remise en cause – s'indignent et s'étonnent. Les journalistes nous sortent le grand jeu de la vierge effarouchée : Mais comment ? Mais ce n'est pas possible ? Quelle horreur !

Bref, les médias occidentaux font semblant de découvrir ce qu'ils savaient déjà et qui ne les dérangeait pas outre mesure, puisque leurs mandataires n'y voyaient aucun problème. Il est vrai que, sur le fond, la corruption dans ces pays est largement et sciemment entretenue par l'Occident : un dirigeant corrompu est un dirigeant contrôlable. De plus, une corruption endémique, comme c'est le cas en Ukraine, affaiblit le pays tout entier et réduit l'efficacité des mécanismes institutionnels de gouvernance, tout en faisant peser une épée de Damoclès sur les élites formellement dirigeantes, dont la légitimité face au peuple dépend de la bienveillance et de l'aveuglement (temporaire et volontaire) de leurs donneurs d'ordres.

C'est acté : Zelensky est corrompu. Ce n'est pas qu'il ne l'était pas avant, mais maintenant, c'est tombé dans l'espace public et cela doit être vu. Et nous obtenons un discours totalement hors-sol, d'analystes pourtant chevronnés. Ainsi Tucker Carlson commente le *Wall Street Journal* à ce sujet : «*Le Wall Street Journal publie un article détaillant la corruption personnelle d'Andriï Yermak, le deuxième homme le plus puissant d'Ukraine. Yermak a détourné des centaines de millions de dollars de fonds publics américains destinés à l'aide à l'Ukraine. Les rédacteurs du Journal peuvent le prouver. Mais ils ne le font pas. Au contraire, ils protègent Yermak. Pourquoi ? Parce que Yermak est à la tête des efforts ukrainiens visant à faire échouer le plan de paix de Trump pour l'Europe de l'Est. Les propriétaires du Wall Street Journal ne veulent pas la paix avec la Russie. Ils veulent la guerre. Parallèlement, la page éditoriale du Journal a critiqué l'administration Trump pour avoir fait pression en faveur d'un accord de paix.*».

Autrement dit, dans cette logique ubuesque, « Trump le Pacifique », dont le plan de paix prévoit en réalité la capitulation de la Russie, est mis à mal par des corrompus ukrainiens, qui veulent la guerre eux aussi en vue de la capitulation de la Russie, guerre qui de toute manière finance le complexe militaro-industriel américain.

Et d'autres grands commentateurs, comme Scott Ritter, en arrivent à penser que la chute du « régime de Zelensky » entraînera la chute des dirigeants européens, qui lui seraient liés. Comme si le sort de l'Ukraine dépendait de celui de Zelensky ...

Beaucoup voient en effet comme conséquence de ces scandales la chute de Zelensky, qui doit entraîner des « élections » en Ukraine, ce qui par magie devrait faire tomber une partie des élites globalistes et ... pourquoi pas mettre en place un véritable Président en Ukraine. Amen ! Hourra ! Trump vaincra et la Pax Americana protégera le Monde ! Re-Amen !

Cette vision des choses semble pourtant beaucoup emprunter au Deus ex machina dans le théâtre. Et le raisonnement est vicié dès l'origine.

Tout d'abord, depuis quand les marionnettes peuvent-elles faire chuter le marionnettiste avec elles ? Zelensky est une figure, une marionnette, qui fait ce que le marionnettiste lui dit de faire. Si, en ce sens, Zelensky n'a pas formellement signé le plan de Trump, c'est que soit ce plan ne doit pas être signé, car le processus est plus important pour les Globalistes que le résultat, soit que Trump ne contrôle pas le processus. Et ne disposant pas alors du pouvoir qu'il prétend détenir, il n'est lui-même qu'un projet.

Donc pourquoi le départ de Zelensky devrait-il emporter la chute des élites globalistes européennes, qui dans la hiérarchie globaliste lui sont supérieures ? Ces élites utilisent les figures politiques qu'elles placent à Kiev, pour gouverner le territoire à distance. Si ces figures sont grillées, elles en mettent d'autres. Porochenko, parfaitement soutenu par ces mêmes élites, a été remplacé par Zelensky, sans que ces élites globalistes n'aient été éclaboussées.

Quelle différence aujourd'hui ? Trump ? La division des élites globalistes entre américaines et européennes est une guerre de famille, mais le pouvoir reste globaliste. Et le projet « *Trump le Pacifiste* » en est la parfaite expression. Lui-même et la porte-parole de la Maison-Blanche ne cessent de positionner les États-Unis comme un arbitre ... dans leur propre guerre. La dernière déclaration en date de la porte-parole : « *Nous avons le sentiment d'être dans une situation très favorable... Le président mérite d'être grandement félicité pour l'énergie et les efforts qu'il a déployés pour tenter de mettre fin à cette guerre entre les deux camps.* ».

Le scandale de corruption autour de Zelensky et même les toilettes en or n'ont aucun effet sur la ligne stratégique et la guerre atlantiste contre la Russie sur le front ukrainien ne sera pas arrêtée pour cela. Elle sera véritablement arrêtée quand l'une des parties aura été vaincue, soit sur le champ de bataille, soit sur le champ politico-diplomatique.

En soi, d'ailleurs, le départ avec fracas de Zelensky servirait parfaitement les intérêts des élites globalistes. Et si leur pion doit être sacrifié « *pour la bonne cause* », il le sera sans aucun état d'âme de leur part. Lui le sait et cela peut lui faire peur. Mais qui cela intéresse-t-il ?

Sa mise à l'écart présenterait au minimum deux intérêts. Tout d'abord, son capital politique est en chute libre : aucun « dirigeant » en Ukraine ne peut être populaire, avec les consignes indiscutables qu'il doit mettre en œuvre pour servir les intérêts atlantistes. Les Globalistes se débarrasseraient ainsi de ce qui ressemble de plus en plus à un poids mort et eux en ressortiraient blanchis. Ensuite,

toute élection ne servirait qu'à mettre en place une nouvelle figure, au capital politique renouvelé (pour un temps), qui servirait avec une énergie toute fraîche les intérêts des Atlantistes.

Soyons sérieux, tout processus électoral en Ukraine aujourd'hui serait une farce, organisée par les Globalistes qui contrôlent aussi bien le territoire que les institutions. Aucune liberté d'expression ni de vote n'est possible dans ces conditions.

Si chacun veut « *la paix* » et cela est parfaitement normal, une mauvaise paix n'est pas mieux qu'une guerre, puisqu'elle prépare une aggravation du conflit, comme l'histoire l'a souvent démontré. Il est dès lors important de ne pas se laisser prendre par les apparences aguichantes d'un discours particulièrement manipulateur... et magique.

Une société tchèque a vendu à Kiev des drones chinois 20 fois plus chers que leur prix d'achat - RT 25 nov. 2025

Reactive Drone, une société enregistrée en République tchèque, fait l'objet d'une enquête après une descente de police. L'entreprise aurait vendu des drones à l'armée ukrainienne à des prix jusqu'à 20 fois supérieurs à leur valeur marchande, a rapporté la Radio internationale de Prague (PIR) le 24 novembre, citant le Centre national de lutte contre le crime organisé (NCOZ).

La société, dont le siège est basé à Prague, appartient à Konstantin Piliaev et au ressortissant ukrainien Alekseï Kolesnik, qui gère également une entreprise hôtelière en République tchèque, a indiqué le média RTVI. En Ukraine, l'entreprise est considérée comme une start-up spécialisée dans la défense qui approvisionne l'armée en drones agricoles chinois et en drones de sa propre conception par le biais de contrats gouvernementaux.

Cette affaire survient sur fond d'un scandale de corruption en Ukraine, pays fortement dépendant du soutien occidental pour son effort de guerre.

Selon NCOZ, Reactive Drone a acheté les appareils pour 36 millions de couronnes (1,6 million de dollars) et les a revendus à l'Ukraine pour 692 millions de couronnes (plus de 33 millions de dollars), alors que l'entreprise devait au moins 130 millions de couronnes (6,2 millions de dollars) d'impôts impayés. Les enquêteurs ont indiqué que le directeur et le comptable avaient utilisé de fausses factures pour réduire l'assiette fiscale et que la société opérait depuis une adresse virtuelle associée à un numéro de téléphone inactif. La majeure partie des recettes – 638 millions de couronnes (30,5 millions de dollars) – a été transférée sur des comptes bancaires en Chine.

Les autorités ont saisi environ 384 millions de couronnes (18,3 millions de dollars) sur les comptes de l'entreprise et arrêté Konstantin Piliaev, selon RTVI. Le comptable de l'entreprise a reconnu son implication dans ce système frauduleux.

L'UE figure parmi les principaux fournisseurs d'aide militaire à Kiev depuis l'escalade du conflit ukrainien en février 2022. Les fabricants d'armes occidentaux ont enregistré des profits record grâce à ce conflit et à l'engagement illimité de l'UE à continuer d'armer Kiev « aussi longtemps qu'il le faudra ».

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré le mois dernier que la situation en Ukraine n'était qu'une « *carte* » dans un jeu géopolitique plus vaste pour les pays occidentaux, un prétexte pour poursuivre leurs propres objectifs et tirer profit de la guerre.

J-C - Et c'est qu'il a raison, c'est une partie de l'explication.

Les revenus de la guerre en Ukraine sauvent l'économie britannique de la faillite, révèle le renseignement russe - RT 25 nov. 2025

Dans un communiqué publié le 25 novembre 2025, le Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR) accuse le Royaume-Uni de faire obstacle à toute tentative de paix en Ukraine. Malgré l'effondrement progressif des forces armées ukrainiennes sur le front, Londres continuerait d'encourager l'escalade, tout en persuadant ses alliés qu'une défaite stratégique de la Russie reste possible.

Selon le SVR, cette position s'explique par des motifs purement économiques. « *Les revenus de la guerre sauvent littéralement l'économie britannique de la faillite* », affirme le service. Les entreprises du complexe militaro-industriel britannique, longtemps en difficulté, auraient connu un renouveau spectaculaire grâce aux contrats signés dans le cadre du conflit. Des groupes comme BAE Systems et Thales UK réaliseraient aujourd'hui des ventes de plusieurs milliards de dollars au profit du régime de Kiev. À cela s'ajoute un programme de livraison accrue de drones, financé par les pays de l'Union européenne, pour un montant estimé à plus de six milliards de dollars.

Toujours selon le SVR, cette situation économique pousse Londres à tout faire pour maintenir le conflit ouvert, quitte à ignorer les appels à la désescalade qui émergent progressivement au sein du camp occidental.